



JIM WATSON/AFP/GETTY IMAGES/GARY DORNING/TROMPETTE

Le remède nous tue

Le covid-19 finira par disparaître, mais quel sera l'impact à long terme des mesures draconiennes prises pour lutter contre cette maladie ?

- Stephen Flurry
- [13/05/2020](#)

En deux semaines fulgurantes, en mars, l'Amérique, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, Israël et d'autres pays puissants autour du monde sont passés de la *prudence* à l'*hystérie*, puis au *confinement*. On aurait pu penser que les gens tombaient morts dans les rues par millions.

Pas du tout. Sur 7,8 milliards d'habitants sur Terre, seuls quelques milliers sont, en fait, morts du virus de Wuhan. Pourtant ces gouvernements ont basculé dans une panique à grande échelle.

Certes, ce coronavirus particulier semble particulièrement contagieux, et il pose un risque important pour les personnes souffrant de problèmes de santé chroniques. Les projections initiales des experts au sujet du taux de mortalité étaient étonnamment élevées, certaines d'entre elles atteignant des millions.

Cependant, alors que les politiciens, la presse et le public se concentraient sur les taux d'infection et le nombre de décès, l'évidence que la létalité du virus *était* *moins* que ce que l'on croyait au départ a été ignorée. Lorsque les autorités éminentes ont fait *marche arrière* par rapport à leurs pires scénarios, cela n'a pratiquement pas été rapporté. Le monde était trop occupé à exécuter la réponse la plus stricte à une maladie jamais enregistrée.

Chaque jour apportait de nouvelles et de plus lourdes restrictions, et des interventions plus drastiques : les ligues sportives, suspendues. Les vols, cloués au sol. Les écoles, fermées. Les rassemblements publics, dispersés. Les achats non-essentiels, interdits. Quitter la maison, illégal. Des trillions de dollars, dépensés. Sans doute, les plans d'urgence du gouvernement étaient plus draconiens que toutes les mesures modernes en temps de paix, et plus coûteuses que toute autre mesure dans l'histoire.

Ces mesures sauveront sans doute des vies qui auraient été écourtées par ce virus. Mais elles s'élèvent, également, à un coût incalculable—pour nos économies, nos moyens de subsistance, nos libertés civiles et individuelles, notre cohésion sociale, et même notre santé mentale et physique. À bien des égards, il semble que les ramifications de la *réaction* au coronavirus éclipsent le virus lui-même et lui survivront, et de loin.

Le dieu de ce monde

Quand les gens paniquent, ils ont tendance à faire des choses déraisonnables. Quelle que soit la mesure à laquelle cela se soit produit, à l'échelle nationale et mondiale avec cette pandémie, il est important que nous comprenions pourquoi ce danger est potentiellement bien plus grave que la menace physique d'un virus contagieux.

Pour bien saisir cela, vous devez comprendre une vérité fondamentale révélée dans votre Bible. *Ce monde n'est pas celui de Dieu !* Oui, Dieu a créé la Terre et les êtres humains, et Il intervient dans les événements mondiaux pour s'assurer que Sa volonté et Ses prophéties soient accomplies, mais Dieu n'a pas créé les gouvernements, les institutions et les lois de ce monde. *Vous vivez dans le monde de Satan.* C'est pourquoi la Bible décrit notre monde présent comme *MÉCHANT*, et dit que le MONDE ENTIER est séduit (Galates 1 : 4 ; Apocalypse 12 : 9). Satan est son *dieu* (2 Corinthiens 4 : 4). Sans le savoir, notre monde moderne *adore*, en fait, Satan.

Éphésiens 2 : 2 décrit Satan comme « le prince de la puissance de l'air ». Herbert W. Armstrong a comparé le diable à un maître-radiodiffuseur. C'est comme si Satan remplissait toutes les ondes radio avec ses attitudes : l'égoïsme, l'esprit de vengeance, l'impulsivité, l'insouciance, la négativité, la tromperie et la violence.

« Les gens n'ont aucune conscience de la PUISSANCE énorme de Satan », a-t-il écrit dans *Le mystère des siècles*. « L'esprit humain, dans chaque individu, s'ADJUSTE AUTOMATIQUÉMENT AUX longueurs d'onde de Satan ». C'est pourquoi le monde est ce qu'il est—un monde baignant dans le péché, et souffrant de toutes formes de maladies physiques et spirituelles (voir Ésaïe 1 : 4-6 ; Jérémie 17 : 9 ; Apocalypse 18 : 5).

Dans son article de *La trompette*, de mars 2020, « *L'Amérique a été transformée fondamentalement* », mon père a écrit que bien que Satan regorge de haine pour l'humanité, sa haine pour l'Israël physique et spirituel est spécialement vicieuse et irrationnelle. Après avoir été précipité sur la Terre à l'époque de la mort de M. Armstrong, en 1986 (Apocalypse 12 : 9-12), il a immédiatement lancé une attaque sur l'Église de Dieu, qui est l'Israël spirituel (verset 13). Après avoir dévasté l'Église Universelle de Dieu et séduit la plupart des gens de Dieu, Satan a ensuite lancé un barrage d'attaques contre les nations modernes qui descendent de l'ancien Israël : principalement l'Amérique, la Grande-Bretagne et l'État juif au Moyen-Orient.

La Bible montre que Dieu a accompli Son Œuvre, à travers les âges, par l'intermédiaire de l'Israël physique et ensuite de l'Israël spirituel. L'objectif principal de Satan est donc *effacer même le nom* d'Israël !

Mais la haine et la rage de Satan ne visent *pas* seulement Israël. Comme mon père l'a écrit, « Satan hait *TOUT* ce qui a trait à Dieu ». Il hait le plan de salut de Dieu. Il hait que l'homme soit fait à l'image et à la ressemblance de Dieu. Il déteste que l'homme ait le potentiel de naître dans la Famille de Dieu. Il hait le fait que Dieu se reproduise à travers l'homme. Il hait le fait que Jésus-Christ se soit déjà qualifié pour le remplacer, et que le Christ aille bientôt établir le royaume de Dieu sur la Terre et régner sur toutes les nations avec une verge de fer (Apocalypse 2 : 26-27 ; 11 : 15 ; 19 : 15). Tel est le véritable message de l'Évangile proclamé par Jésus durant Son ministère terrestre.

Satan *HAIT* cette vérité. Il veut l'effacer. 2 Corinthiens 4 : 4 dit que Satan a *AVEUGLÉ* les êtres humains à la *VÉRITÉ* de l'Évangile du Christ. Satan est le père du mensonge (Jean 8 : 44). Il veut cacher la vérité au sujet du règne de Dieu à venir bientôt. Il ne veut pas que ce monde se tourne vers Dieu et Sa loi d'amour pour trouver des solutions à ses problèmes et difficultés. Il veut que nous restions enfouis dans la rébellion et l'anarchie (1 Jean 3 : 8). C'est Satan qui est derrière l'*hostilité* grandissante de l'humanité vis-à-vis de la loi de Dieu (Romains 8 : 7).

Savoir cette connaissance *révélée* nous permet de saisir le sens de l'hystérie provoquée par cette maladie. Ces quelques derniers mois ont mis en évidence une gamme sauvage de comportements marqués de l'empreinte du diable. Cela a commencé avec les mauvaises pratiques qui ont produit cette maladie chez les êtres humains. Cela a continué avec la propagation de la maladie en raison de l'ignorance des lois bibliques sur la santé, l'assainissement, l'hygiène et la quarantaine. Cela a continué avec la dissimulation par le gouvernement d'État-policiers de la Chine qui a masqué la situation, qui a travaillé encore plus fort pour arrêter la propagation des *nouvelles* au sujet du virus au lieu d'arrêter le virus lui-même.

Une fois que le virus s'est propagé au-delà de la Chine, nous avons vu l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une agence des Nations-Unies, fournir une couverture au gouvernement communiste chinois. Le directeur général de l'OMS a minimisé la gravité de la maladie, en janvier, et déclaré que le gouvernement chinois avait fait un travail remarquable pour contenir le virus.

À la suite du procès en destitution du président des États-Unis, Donald Trump, en février, nous avons vu ses ennemis dans les médias *pivoter immédiatement* pour propager la panique au sujet du coronavirus. Une armée d'experts médicaux s'est précipitée sous les projecteurs, équipée de statistiques incomplètes, de spéculations sauvages et de comparaisons effrayantes. Des *millions* de personnes étaient sur le point de mourir, ont-ils déclaré. À la demande des experts médicaux et médiatiques hors d'haleine, les gouvernements ont précipitamment commencé à fermer des économies entières. Les droits des citoyens se sont évaporés. L'un après l'autre, comme des dominos, des nations entières sont entrées en confinement.

La panique a suivi, non seulement à cause de la maladie, mais aussi à cause de l'exagération du gouvernement. Des amasseurs et des profiteurs ont vidé les étagères des supermarchés et bourré leurs garde-manger et placards avec des produits de nettoyage et des rouleaux de papier hygiénique. Tout le monde, semblait-il, exploitait la crise. Ceux qui n'ont pas exploité la crise semblaient satisfaits de suivre le troupeau confus et désorienté au large de la falaise.

Profondément enfouie sous cette hystérie de masse, ces reportages sensationnels et politisés, ces excès autoritaires, et ces assauts audacieux contre la liberté, était la première victime de cette contagion : la *VÉRITÉ*.

La dissimulation communiste

À la mi-décembre 2019, la ville chinoise de Wuhan a commencé à voir une augmentation des cas de pneumonie. Les médecins locaux ont réalisé qu'ils avaient affaire avec une nouvelle maladie, et

ont commencé à sonner l'alarme. Ils ont été rapidement réduits au silence par le gouvernement chinois.

À la fin du mois, après un accès de plusieurs semaines, la Chine a finalement alerté l'OMS qu'elle était aux prises avec une maladie contagieuse inconnue. Au cours de ces semaines cruciales, 5 millions de personnes avaient voyagé à travers Wuhan. Le 15 janvier, le premier cas est arrivé aux États-Unis.

Le 23 janvier, avec la maladie déjà bien au-delà de ses frontières, le régime chinois a décidé de confiner Wuhan. Il imposa la quarantaine exactement comme on pouvait l'attendre d'un gouvernement autoritaire : des drones de la police surveillaient les déplacements des piétons et criaient des ordres aux gens qui ne portaient pas de masques. Le gouvernement commença à suivre les téléphones intelligents pour surveiller les personnes qui pouvaient avoir été exposées au virus. Celles qui avaient été exposées ne pouvaient tout simplement pas s'isoler : des images vidéo montrent la police traînant les gens hors de chez eux pour les mettre dans des camps de quarantaine.

Le 30 janvier, le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, un marxiste éthiopien n'ayant aucune expérience médicale, mais une loyauté notable envers la Chine, déclara une urgence de santé publique. Il a microblogué : « À bien des égards, la Chine établit en fait une *nouvelle norme* pour répondre à l'éruption. Notre plus grande préoccupation est le potentiel pour ce virus de se propager dans des pays ayant des systèmes de santé plus faibles... »

Le jour suivant le président Trump prit la première action sérieuse pour mettre fin à la propagation de la contagion en restreignant les voyages en provenance de la Chine, à destination des États-Unis. Un médecin cité dans le *New York Times* a qualifié cette décision de « réaction plutôt émotionnelle et politique ». Le candidat présidentiel, Joe Biden, a déclaré par la suite que cette décision était hystérique et accusa le président Trump de xénophobie et d'alarmisme. D'autres détracteurs ont qualifié le président de raciste. Même le directeur général de l'OMS a critiqué l'interdiction de voyager. Le 4 février, il déclarait : « De telles restrictions peuvent avoir pour effet *d'accroître la peur et la stigmatisation* avec peu d'avantage pour la santé publique ».

Pendant ce temps, les médias grand public ne manifestaient aucun intérêt pour le COVID-19. Le 1^{er} février, le *Washington Post* a publié ce gros titre : « Attrape une grippe, Amérique. Pour l'instant, la grippe est une menace beaucoup plus grave que le coronavirus ». *USA Today* nous a rassurés en disant que « le coronavirus fait peur, mais la grippe est plus mortelle et plus répandue ». À cette époque-là, les présentateurs étaient trop occupés à essayer de condamner le président Trump pour abus de pouvoir et obstruction au Congrès afin de pouvoir le démettre de ses fonctions.

Le 5 février, le Sénat acquitta M. Trump. Le complexe des médias démocrates se tourna *immédiatement* vers l'histoire qu'il avait ignorée pendant des semaines : le coronavirus.

Transformer la crise en arme

Le 12 février, le Dow Jones culmina à 29 551, son plus haut record dans l'histoire. Il n'y est pas resté très longtemps. Aux alentours de ce moment-là, le COVID-19 se propageait rapidement en Iran et dans le sud de l'Europe. À ce stade-là, le président Trump était le seul dirigeant occidental à prendre des actions mesurées pour réellement contenir l'éruption. Mais soudainement, les experts commencèrent à dire qu'il n'en faisait pas assez.

Lors d'un rassemblement électoral en Caroline du Sud, le 28 février, le président Trump accusa les démocrates et les principaux médias d'utiliser l'épidémie pour essayer de détruire sa présidence. « C'est leur nouvelle supercherie », a-t-il dit. La gauche radicale l'a rapidement accusé de dire que le virus *lui-même* était un canular.

En fin février, le chroniqueur Roger Kimball a prédit : « Personne ne sait exactement jusqu'où et à quelle vitesse le coronavirus se propagera. Personne ne sait encore quel sera son taux de mortalité... Mais ceux qui prédisent—parfois, leur empressement donne l'impression qu'ils l'espèrent—quelque chose d'aussi mortel... que l'épidémie de la grippe espagnole de 1918 (environ 50 millions de personnes en sont mortes) seront probablement déçus » (*Spectator*, 28 février).

Le lendemain de son rassemblement en Caroline du Sud, le président Trump a appelé au calme. « Nous demandons respectueusement aux médias et politiciens de ne rien faire pour susciter la panique », a-t-il dit. « Il n'y a, du tout, aucune raison de paniquer. C'est quelque chose qui est géré de façon professionnelle. »

En Europe, beaucoup de présentateurs paniquaient pour d'autres raisons. Des experts médicaux disaient que la maladie se propageait si rapidement que les systèmes des soins de santé nationalisés de l'Europe seraient surchargés de patients malades. Quelque chose de drastique devait être faite pour « aplatir la courbe ».

Une tempête parfaite

Le 3 mars, le directeur T.A. Ghebreyesus de l'OMS—qui avait loué la Chine pour sa maîtrise du virus et critiqué le président Trump pour son interdiction des voyages—a fait cette annonce choquante : « Au niveau mondial, environ 3,4 % des cas déclarés de COVID-19 sont morts. En comparaison, la grippe saisonnière tue généralement beaucoup moins de 1 pour cent des personnes infectées ».

Il s'est avéré que T.A. Ghebreyesus effrayait le monde avec des calculs malhonnêtes. Il basait le taux de mortalité pour la grippe sur le nombre *estimé* de personnes infectées par la grippe commune, chaque année. Il basait le chiffre alarmant de 3,4 pour cent sur le nombre *connu* de cas de coronavirus—c'est-à-dire ceux qui étaient testés positifs pour la maladie. (La grande majorité des personnes infectées n'ont jamais été testées.) D'autres experts ont émis des prévisions de taux de mortalité encore plus inquiétants, certains aussi élevés que 4 et 5 pour cent.

Le président Trump rejetait ces prédictions terrifiantes—cela était à mettre à son crédit. Il a dit le 5 mars que le taux de mortalité de 3,4 pour cent était un « nombre erroné » en raison de tous les cas bénins de coronavirus qui n'ont jamais été signalés aux médecins. Considérant le taux de mortalité réel, M. Trump a déclaré qu'il croyait que ce chiffre serait « bien moins de 1% ». Pour cela, il fut fustigé comme étant ignorant et irresponsable. *Il ne croit même pas que le virus est réel* disait la gauche radicale.

Le 9 mars, les médias américains anti-Trump en avaient assez vu. Le correspondant médical en chef de CNN, Sanjay Gupta a déclaré : « À partir d'aujourd'hui, vous remarquerez que CNN utilise le terme *pandémie* pour décrire l'accès actuel de coronavirus. Ce n'est pas une décision que nous prenons à la légère. Même si nous savons que cela semble alarmant, cela ne devrait pas provoquer de panique »—ce qui fut le cas immédiatement. Ce jour-là, le marché boursier des États-Unis plongea de plus de 2 000 points.

Pourquoi CNN voulait-il *devancer* l'Organisation mondiale de la santé et les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies en déclarant le COVID-19 une pandémie ? Parce que comme beaucoup de ce qui occupe CNN maintenant, son objectif organisationnel n'est pas de rapporter des nouvelles, mais d'en fabriquer—en grande partie pour blesser le président.

La commentatrice de *Fox Business*, Trish Regan a noté cela dans son émission le même jour que Gupta enflammait l'hystérie du coronavirus. Elle a accusé la gauche radicale de transformer la crise sanitaire en une arme contre Donald Trump sans tenir compte de la mesure où elle pourrait nuire à l'économie américaine et aux Américains. Cela provoqua une tempête de critiques, et à la fin de la semaine, les dirigeants de *Fox News* avaient suspendu Trish Regan, pliant sous la pression des gauchistes qui dénonçaient le réseau pour avoir « minimisé » la crise et en dissimuler la « mauvaise gestion » par le président Trump. Elle fut congédiée plus tard.

L'OMS a suivi le mouvement de CNN le 11 mars, déclarant le COVID-19 une pandémie mondiale. Le président Trump a réagi en élargissant l'interdiction des voyages incluant tous les vols en provenance de l'Europe. Le 13 mars, il a déclaré l'état d'urgence nationale.

Mais les mesures correctives, aussi drastiques fussent-elles, avaient à peine commencé.

La pseudo-science

En collaboration avec la gauche radicale, le complexe médiatique démocrate, l'OMS et le gouvernement communiste chinois, une pléthore de scientifiques occidentaux et des experts médicaux étaient disponibles pour créer des modèles terrifiants, des graphiques et des rapports pour montrer que le COVID-19 était une catastrophe en préparation. Pour les États-Unis et la Grande-Bretagne, l'équipe d'experts la plus influente, et faisant autorité, venait de *Imperial College London*. Le *New York Times* a écrit : « En lien avec l'Organisation mondiale de la santé et une équipe de 50 scientifiques, dirigée par un épidémiologiste de renom, Neil Ferguson, *Imperial* est considéré comme une sorte de norme d'or, ses modèles mathématiques *guidant directement les politiques gouvernementales* » (17 mars).

Qu'est-ce que la « norme d'or » de la recherche scientifique a révélé au sujet du COVID-19 et de sa menace pour la société ? Selon le modèle *Imperial*, si nous ne prenions aucune mesure pour arrêter la propagation du virus, *510 000 personnes*, en Grande-Bretagne et *2,2 millions* en Amérique mourraient de la grippe de Wuhan. « Ce genre de chiffres est profondément inquiétant pour des pays qui ont des systèmes de soins de premier plan », a écrit le *Washington Post*. « Ils sont *terrifiants* pour les pays moins développés, disent les experts en santé mondiale » (17 mars). En d'autres termes, si les États-Unis et la Grande-Bretagne perdent 2,7 millions de personnes, pensez à ce que cela signifie *pour le reste du monde*.

Le rapport Ferguson, du 16 mars, commençait en disant que la menace du COVID-19 sur la santé publique « est la plus grave observée, causée par un virus respiratoire, depuis la *pandémie de grippe H1N1, en 1918* ». Il disait que si les États-Unis et la Grande-Bretagne employaient des mesures plus ambitieuses pour atténuer la propagation (isolement des cas, quarantaine des familles et distanciation sociale des personnes âgées), le nombre de décès *pourrait* être réduit à 1,1 million aux États-Unis et à 260 000 au Royaume-Uni.

« Finalement », a écrit le *Post*, « si le gouvernement britannique mettait rapidement *tout en œuvre* pour supprimer la propagation virale—dans le but d'inverser la croissance de l'épidémie et de réduire le nombre de cas au plus bas niveau—alors le nombre de morts dans le pays pourrait tomber en dessous de 20 000. Pour faire cela, les chercheurs ont dit que la Grande-Bretagne devrait *faire respecter* la distanciation sociale à l'ensemble de la population, isoler tous les cas *exiger* la quarantaine de *familles entières* où quelqu'un est malade, et fermer toutes les écoles et universités ».

En d'autres mots, faites ce que les Chinois ont fait à Wuhan : *confiner-vous*. Les mesures de répression de la Chine, rappelez-vous, avaient été louées par T.A. Ghebreyesus comme une « nouvelle norme » pour faire face aux épidémies. Et les autorités occidentales considèrent l'équipe d'épidémiologistes de Ferguson comme la « référence absolue » de la recherche et de la théorie scientifiques. Il n'est pas surprenant que l'équipe d'Imperial, avec ses « liens à l'Organisation mondiale de la santé », en soit arrivée à la même conclusion que l'OMS.

Ferguson a déclaré au *New York Times* : « En nous appuyant sur nos estimations et celles des autres équipes, il n'y a *rien* d'autre option que de suivre les traces de la Chine et de réprimer ». *Suivez la direction de la Chine communiste, ou des millions de personnes vont mourir*.

Et *combien de temps* les gouvernements occidentaux auraient-ils besoin pour imposer un confinement de style communiste ? La « norme d'or » a recommandé jusqu'à *18 mois*. Fermeture, distanciation sociale pour toute la population, mise en quarantaine des malades et de leurs familles—*pendant un an et demi* ! Et même alors, la projection du nombre de morts au Royaume-Uni serait de 20 000 personnes. Selon la BBC, ce scénario représentait un « bon résultat » pour la Grande-Bretagne.

Les groupes de travail du COVID-19 à Londres et à Washington ont accepté la prévision catastrophique de l'Imperial sans objection. Comme le *New York Times* le disait : « Ce ne sont pas tant les

chiffres eux-mêmes, aussi effrayants soient-ils, que *ceux qui les ont rapportés* : l'Imperial College London ».

La « norme d'or » avait parlé : Le CONFINEMENT est notre seule option.

La règle des experts

Avant que Imperial ait parlé, les gouvernements en Amérique et Grande-Bretagne favorisaient tous les deux la promotion de lignes directrices de bon sens : se laver les mains fréquemment, éternuer et tousser dans son bras replié, rester à la maison si on est malade, etc. Tous deux, le président Trump et le Premier ministre Boris Johnson, étaient peu enclins à recourir à des agents du gouvernement pour appliquer des lignes directrices plus strictes. Le virus pourrait se propager plus rapidement sans des mesures strictes, raisonnaient-ils, mais la grande majorité des gens survivraient et développeraient une plus grande « immunité collective », ce qui contribuerait à protéger le public de la maladie en cas de retour la saison prochaine.

Au cours de la fin de semaine du 14 et 15 mars, les Administrations Trump et Johnson ont été informées des prévisions de l'Imperial College. L'impact soudain et profond que ce modèle a eu sur les deux pays, et en fait sur le monde, a été désastreux.

L'expert médical même du président, le directeur de l'Institut National des allergies et des maladies infectieuses, Anthony Fauci, s'est présenté aux émissions du dimanche, le 15 mars, et a dit : « Si vous semblez réagir de façon exagérée, vous faites probablement la bonne chose ». Même si l'on est jeune et en bonne santé, a-t-il dit, on pourrait être un « porteur » qui propagerait la maladie sans le savoir.

Le 16 mars, le groupe de travail COVID-19 du président Trump a publié sa campagne de 15 jours « Arrêtez la propagation ». Au cours des dernières instructions, le président soulignait les lignes directrices de bon sens, mais a aussi exhorté *tous* les Américains à éviter les rassemblements de plus de 10 personnes et à éliminer les voyages non essentiels ; il a, également, demandé aux personnes âgées et vulnérables de se mettre elles-mêmes en quarantaine.

Le Premier ministre Johnson a également encouragé le public britannique à prendre des mesures plus drastiques pour arrêter la propagation. Ensuite, après sa déclaration publique, l'équipe de Johnson a informé les journalistes, hors caméra, « des chiffres effrayants provenant de quelques-uns des meilleurs modélisateurs britanniques en matière de maladies infectieuses »—il s'agissait des 20 pages de prévisions de Neil Ferguson, concernant les 2,7 millions de victimes aux États-Unis et en Grande-Bretagne seulement. Selon le *Washington Post*, la prévision de Ferguson fut « RAPIDEMENT APPROUVÉE PAR LE GOUVERNEMENT JOHNSON » et elle était « également EN TRAIN D'INFLUENCER LA PLANIFICATION DE L'ADMINISTRATION TRUMP ».

Lors des dernières instructions de Trump, à Washington, la Dr Deborah Birx fit référence aux modèles sur lesquels le groupe de travail sur le coronavirus avait travaillé avec « des groupes au Royaume-Uni ». Ce fut la prévision de Ferguson, a écrit le *New York Times*, qui « déclencha un changement soudain », aux États-Unis et en Grande-Bretagne, dans leur « réponse relativement modérée, quant au virus ». Ainsi, ce fut le modèle du Collège Imperial, qui était essentiellement basé sur le modèle de l'OMS, lui-même basé sur le modèle communiste chinois, qui « secoua » les États-Unis et le Royaume-Uni, les poussant à prendre des mesures qui transformeraient fondamentalement les États-Unis et la Grande-Bretagne d'une façon qu'aucune maladie contagieuse n'aurait jamais pu le faire.

La guerre mondiale contre la grippe

La semaine précédant la publication du modèle Imperial, le Premier ministre italien Giuseppe Conte a imposé une quarantaine nationale sur l'Italie. Cela faisait suite à des périodes de confinement, un peu plus tôt dans les régions de Lombardie et Lodi. Le 14 mars, l'Espagne et la France fermèrent leurs frontières, fermèrent leurs entreprises, et chassèrent les gens des rues.

Aux États-Unis, le changement fut rapide. Le 10 mars, le maire de New York City, Bill de Blasio, a déclaré que pour la plupart des gens, cette maladie « agit essentiellement comme un rhume ou une grippe ordinaire », et que les personnes âgées et malades étaient les plus vulnérables. Il donnait des directives de bon sens aux résidents de la ville comme se rappeler de protéger les personnes âgées. Mais dans l'ensemble, les New-Yorkais sont « assez forts », a-t-il dit, ajoutant : « Nous ne pouvons pas tout fermer à cause d'une peur excessive ». À peine 4 jours plus tard, ce même maire déclarait que son personnel était sur « le pied de guerre » et était entré dans une « dynamique de temps de guerre ».

De nombreux gouverneurs d'État et de maires suivirent un même modèle. Ce même week-end, le gouverneur de l'Ohio, Mike DeWine, a ordonné de fermer tous les bars et restaurants. Il dut agir ainsi parce que son principal conseiller médical a dit que l'État avait déjà 100 000 cas de COVID-19, et que ce nombre doublerait tous les six jours. Les hôpitaux, disait-il, devaient se préparer pour une inondation. Quelques jours seulement après le début de la crise, le COVID-19 a fermé l'Amérique comme la Seconde Guerre mondiale ne l'a jamais fait.

Le sensationnalisme médiatique a joué un rôle important en alimentant la peur et la panique. La chroniqueuse Peggy Noonan a écrit : « "Ne paniquez pas" est un conseil pourri », le 12 mars, disant que « parfois, la paranoïa est juste du bon sens ».

Le 14 mars, le *New York Times* « a fait un reportage » selon lequel jusqu'à 214 millions d'Américains pourraient être infectés, 21 millions pourraient avoir besoin d'hospitalisations et 1,7 million pourrait mourir. Ce tueur invisible se déchaînerait pendant des mois, peut-être plus, et nous devrions entrer en guerre pour l'arrêter.

« Je pense que cela pourrait être une affaire de six, sept, huit ou neuf mois, à surveiller la trajectoire du virus », a déclaré le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, le 13 mars. Le coronavirus, a dit un grand-titre de Bloomberg, changera la manière de faire ses achats, de voyager et de travailler, PENDANT DES ANNÉES.

La solution : le socialisme

Est-ce une coïncidence que ces terribles prédictions aient des ramifications politiques importantes ? Est-ce une coïncidence que les solutions demandées par la presse et la gauche radicales soient des interventions socialistes massives ? Est-ce une coïncidence que le fait de désobéir aux directives concernant le COVID-19 soit considéré comme un nouveau racisme, et que les gouvernements encouragent les gens à dénoncer leurs voisins pour des « crimes » tels que se promener ?

La réaction au coronavirus interromp-elle l'intention cachée de la gauche radicale, ou en fait-elle partie ?

Dans la semaine qui a suivi la publication du modèle d'Imperial, le gouvernement du Premier ministre Johnson a jeté les bases d'un confinement total en Grande-Bretagne. Chaque année, en moyenne, 17 000 personnes meurent de la grippe au Royaume-Uni ; les experts ont déclaré que le COVID-19 serait bien pire. Le *Guardian* signalait que la crise sanitaire pourrait bien perdurer jusque tard l'an prochain, et que 7,9 millions de Britanniques pourraient être hospitalisés. Jusqu'à 80 pour cent des Britanniques pourraient finalement être infectés ! Et avec un taux de mortalité entre 1 et 3,4 pour cent, le nombre de morts du COVID-19 serait entre 500 000 et 1,8 million *uniquement au Royaume-Uni*.

Le ministre de la Santé du Royaume-Uni a déclaré que toute personne âgée de plus de 70 ans pourrait devoir s'isoler chez elle, durant quatre mois. Le responsable britannique de la santé publique avisait les gens de se préparer pour des mois de restrictions en urgence. « Ce n'est pas deux semaines, et tout ira bien », disait-il. « C'est une période importante. » Le 20 mars, Boris Johnson appelait tous les pubs, restaurants, cinémas et gymnases à fermer. À ce moment-là, seulement 177 personnes dans tout le Royaume-Uni étaient mortes du virus.

Pendant ce temps, le chancelier de l'Échiquier Rishi Sunak préparait précipitamment la Grande-Bretagne à une transition rapide vers une économie de guerre. Le *Spectator* qualifiait le plan de Sunak « d'une des expériences les plus radicales dans la théorie économique moderne » (20 mars). Cela permettait aux entreprises de reporter les taxes sur la valeur ajoutée (TVA), de réduire les impôts pour les travailleurs indépendants, et d'obliger le gouvernement lui-même à payer 80 pour cent des salaires des travailleurs qui ne pouvaient pas travailler à cause de la quarantaine imposée par le gouvernement. « Il s'agit de l'intervention la plus importante jamais effectuée dans l'économie, où que ce soit dans le monde, par un gouvernement supposément partisan du marché libre. En effet, bientôt nous allons tous travailler pour le gouvernement » (ibid.).

Les libéraux comme les conservateurs en ont appelé au gouvernement de M. Johnson pour qu'il adopte pleinement le socialisme pour sauver l'économie de la Grande-Bretagne. Et il l'a fait ! Économiquement, il n'a fallu que quelques jours d'hystérie de COVID-19 pour transformer, de manière frappante, Johnson et les Tories en une armée de Jeremy Corbyn.

Le 23 mars, M. Johnson a alors serré la vis à la liberté britannique. Dans une déclaration nationale télévisée, il a ordonné aux Britanniques de rester chez eux, sauf pour « un nombre très limité de raisons », et d'éviter les rassemblements publics de plus de deux personnes. Dans le cadre de cette interdiction nationale, le Premier ministre a, également, ordonné la fermeture de tous les commerces vendant des produits « non essentiels ».

Incroyablement, la nation de la Magna Carta, de l'Habeas Corpus et de la Déclaration des droits a été massivement assignée à résidence. Mais, encore plus incroyable, le public britannique ne semblait pas s'en soucier. Un sondage YouGov a révélé que 76% des Britanniques soutenaient « fortement » le confinement national. La plupart des commentateurs et des présentateurs ont également salué ces mesures.

Le magazine britannique en ligne *Spiked* s'est étonné de l'absence quasi totale de dissidence à propos de cette décision : « Les instincts autoritaires des intellectuels ont été mis en évidence dans cette crise », a écrit le rédacteur Brendan O'Neill. « Vous pouvez le voir dans leurs appels quotidiens à Boris Johnson pour qu'il transforme le Royaume-Uni en un État-policier. Vous pouvez le voir dans leurs mépris adressés aux gens qui visitent des parcs ou se promènent sur une plage. Et vous pouvez le voir, de façon plus troublante, dans leur rage implacable contre quiconque dévie du scénario du COVID-19 et demande si fermer la société est réellement la bonne chose à faire » (mars 23).

Vous êtes « supposé... »

Le jour après que Boris Johnson a confiné la Grande-Bretagne, Narendra Modi a confiné l'Inde. À l'époque, sa nation de 1,3 milliard d'habitants n'avait eu que 10 décès liés au COVID-19. Le décret de Modi déclencha une course immédiate dans les magasins, à travers le pays. La BBC a montré un reportage dans lequel « les correspondants disent qu'il n'est pas clair de savoir comment—ou même si—les gens pourront, maintenant, sortir pour acheter de la nourriture et d'autres produits essentiels » (25 mars).

Le même jour, un journaliste a interrogé le président Trump sur les contre-mesures sévères des États-Unis à l'égard du COVID-19. Il pointait du doigt les experts médicaux. Il a dit que « quelques personnes » sont entrées dans son bureau et ont dit : « Nous devons fermer le pays ». Le président a ajouté que s'il n'avait pas pris ces mesures draconiennes, l'Amérique aurait été « incroyablement critiquée ». Il a ensuite fait cette remarque : « D'une manière ou d'une autre, le mot s'est répandu que c'est ce que nous sommes supposés faire ».

Cela n'a JAMAIS été fait auparavant, mais d'une manière ou d'une autre, c'est ce que nous sommes tous supposés faire. C'est la nouvelle norme. C'est la Guerre mondiale contre la grippe. Nous combattons pour notre survie, et nous avons tous soudainement décidé qu'une sorte de totalitarisme de la santé publique est notre seul espoir.

La même semaine où le président Trump publiait son plan de 15 jours pour mettre fin à la propagation, le Département de la sécurité intérieure a commencé à distribuer des laissez-passer aux présentateurs de TV/radio leur permettant d'accéder à leurs équipements, de voyager « pendant les couvre-feux et les périodes de restriction des déplacements », en ces temps incertains. Avant 2002, la Sécurité nationale n'existait même pas. Aujourd'hui, elle compte 240 000 employés et a le pouvoir de décider quels Américains sont assez importants pour voyager sans être maltraités.

Puis la dernière semaine de mars, le Congrès a adopté le *Cares Act* [Loi relative aux soins de santé] débloquant 2,2 trillions USD—le plus grand projet de loi relatif à des dépenses de l'histoire de la civilisation humaine.

La loi « prend soin » [en anglais « cares »] des Américains ordinaires—ainsi que du Centre Kennedy, des Archives nationales, de la NASA, du Service forestier, de la Fondation nationale des arts et des lettres, et de l'Institut des Amérindiens et du Développement des arts et de la culture des indigènes de l'Alaska—qui ont tous reçu une généreuse « exonération », en raison du coronavirus.

Kimberley Strassel a écrit sur *Wall Street Journal* : « Selon un calcul approximatif, le plus gros bénéficiaire des deniers publics—bien au-delà de 600 milliards de dollars—est le GOUVERNEMENT LUI-MÊME » (26 mars). Comme le disent souvent les libéraux, *ne laissez jamais une crise se perdre* ! Strassel a écrit : « Cette loi pourrait s'avérer la plus grande expansion jamais vue, en un seul jour, du pouvoir gouvernemental ».

Le « remède » de l'Amérique pour la crise n'est pas sans rappeler celui de la Grande-Bretagne : élargir le pouvoir du gouvernement central, étendre l'État-providence, et hypothéquer notre avenir et l'avenir de nos enfants.

Le député républicain, Thomas Massie, a fait l'erreur de s'accrocher à quelques principes de gouvernement constitutionnel représentatif : il a exigé que tous les membres du Congrès soient présents pour le vote sur le projet de loi de 2,2 trillions de dollars, retardant ainsi le vote de la Chambre. Il a dit que les législateurs devraient, d'une façon ou d'une autre, être tenus responsables de la plus grande dépense de l'histoire de l'humanité en signant au moins leur nom. À en juger par la réaction caustique que reçut Massie, vous auriez pu penser qu'il avait été responsable de la propagation du COVID-19. Le président Trump a qualifié Massie de « tribun de troisième ordre » qui ne cherchait que de la « publicité ». Les républicains ont appelé Massie, à renoncer à sa primaire face à un autre concurrent républicain, lors du prochain cycle électoral. L'ancien secrétaire d'État John Kerry a dit que Massie devait « être mis en quarantaine pour empêcher la propagation de sa stupidité massive ».

Massie est devenu l'homme le plus impopulaire à Washington pour avoir exigé un décompte enregistré du vote, plutôt qu'un « vote par acclamation » anonyme dirigé par la porte-parole de la Chambre, Nancy Pelosi, et préféré par presque tous les autres membres puissants du Congrès. Pelosi a rapidement réuni assez de députés de la chambre pour renverser Massie, et le vote par acclamation a facilement déplacé le projet de loi jusqu'au bureau du président.

Le député Peter King de New York a dit plus tard que si quelqu'un au Congrès était infecté par le virus pour avoir été présent au capitol pour annuler la proposition de Massie, Massie aurait dû se rendre sur ses mains.

Voici comment cela fonctionne durant cette « dynamique de temps de guerre ». Les normes constitutionnelles sont suspendues. Les blocages sont communs. Le grand gouvernement détermine qui est essentiel. Et des renforcements tellement énormes, que c'en est obscène, ne rencontrent aucune résistance au Congrès.

Quiconque oserait remettre en question ces règles et règlements de temps de guerre, doit être réduit au silence immédiatement ou étiqueté comme hérétique. Tout le monde doit suivre. C'est ce que nous sommes « supposés » faire.

Le toujours évasif taux de mortalité

Le 21 mars, *Medium* publiait un article remettant en question beaucoup des prédictions farfelues sur le COVID-19. Pour l'auteur, Aaron Ginn, un technologue de la *Silicon Valley* n'ayant aucun antécédent en médecine ou en maladies infectieuses, les chiffres ne concordait pas. Il disait que comme le nombre de dépistages du virus augmentait, le taux de mortalité devrait inévitablement diminuer. Et bien sûr, les deux nations qui ont fait le plus de tests pour la maladie, les États-Unis et l'Allemagne, avaient des taux de mortalité de 1,7 et 0,78 pour cent au moment de la rédaction du présent article. Ces taux n'étaient pas aussi bas que ceux de la grippe saisonnière, mais loin d'être aussi élevés que ce que T.A. Ghebreyesus avait prédit le 3 mars.

Le taux de mortalité de 0,1 pour la grippe saisonnière est fondé sur le nombre estimé des cas de grippe, et non sur le nombre de patients qui ont en fait été testés. Puisque nous ne connaissons pas le nombre de cas bénins du COVID-19 qui n'ont pas été rapportés, le taux de mortalité pour la maladie est probablement beaucoup plus faible que 1%. C'était le point principal de l'article de Ginn. Rapidement, *Medium* l'a supprimé pour violation des règles de *Medium*.

Alors que plus d'informations sur la crise du COVID-19 émergent, ce n'est pas Ginn qui se trompe, mais les experts en santé publique.

Le 25 mars, à peine neuf jours après avoir publié son rapport terrifiant, Neil Ferguson déclarait aux membres du Parlement britannique que le nombre de décès au Royaume-Uni pourrait finir par être « substantiellement inférieur » à 20 000. De plus, il certifiait que l'impact total sur les décès au Royaume-Uni cette année pourrait être négligeable parce que la plupart des victimes du COVID-19 seraient mortes d'autres complications de santé, de toute façon.

Si Ferguson avait dit tout cela quelques jours plus tôt, cela aurait pu empêcher les États-Unis et la Grande-Bretagne de plonger la tête la première dans un gouffre financier.

Même avec ces nouvelles prévisions révisées, Ferguson pense que le gouvernement britannique avait raison d'établir un confinement. Il a dit qu'il a probablement sauvé le Service national de la Santé d'une catastrophe, mais il a reconnu qu'en raison de l'impact économique, nous allons payer pour cela « durant de nombreuses décennies à venir ».

À un moment donné, le COVID-19 va disparaître. Mais le « remède » va rester.

Le lendemain où Ferguson a discrètement reculé sur son modèle Imperial, une autre étude en Amérique a reçu beaucoup d'attention. Elle était intitulée : « Le taux de morts dus au virus, aux États-Unis, pourrait atteindre 80 000 malgré le confinement ». Avec une majorité d'Américains maintenant attentifs au rapport quotidien de mortalité, cette étude était utilisée pour inciter plus de peur et d'hystérie. La vérité derrière le grand titre, cependant, est qu'il représentait une autre retraite rapide des projections originales de la dévastation du type grippe espagnole. 80 000 décès dus au coronavirus ne sont pas une répétition de la pandémie de 1918. C'est plutôt comparable à la redoutable saison de grippe de 2017-2018, où 45 millions d'Américains ont été infectés, 810 000 ont été hospitalisés et 61 000 sont morts (taux de mortalité de 0,14). Cela s'est produit il y a deux ans. Et personne ne s'en est soucié.

Sanjay Gupta de CNN a également inversé la tendance, le 27 mars : « La grande majorité des gens, même si vous êtes âgé, n'aura pas besoin d'hospitalisation. La grande majorité va se rétablir. La grande majorité ne va pas mourir ». Juste une semaine plus tôt Gupta avait dit que les hôpitaux américains n'étaient pas préparés pour ce qui allait se passer. Et la semaine précédente, quand Gupta avait déclaré que le COVID-19 était une pandémie, il se basait sur des études de cas en Chine qui disaient que 50 pour cent des personnes infectées étaient tombées gravement malades.

Même Anthony Fauci, qui avait initialement dit que le COVID-19 était « 10 fois plus mortel » que la grippe ordinaire, a écrit dans le *New England Journal of Medicine*, le 26 mars : « Si on suppose que le nombre de cas asymptomatiques ou présentant des symptômes minimaux est plusieurs fois plus élevé que le nombre de cas signalés, le taux de mortalité pourrait être considérablement inférieur à 1% ». Cela suggère que les conséquences cliniques du COVID-19 pourraient en fin de compte être plus semblables à celles d'une grippe saisonnière sévère... ou d'une pandémie de grippe ».

Après la mort du virus

À la fin de mars, le président Trump laissait entendre qu'il était possible de mettre fin à la folie du confinement, le plus tôt possible. « Nous ne pouvons laisser le remède être pire que le problème lui-même », a-t-il déclaré, le 22 mars.

Deux jours plus tard, lors d'une vidéo-conférence, à Fox News, le président a dit à quel point la grippe pouvait être contagieuse et mortelle, mais l'Amérique ne ferme jamais. *Nous ne pouvons pas laisser ce virus détruire notre pays*, a-t-il dit. « Nous devons retourner au travail. » Il a suggéré le 12 avril comme date possible pour la réouverture de l'économie américaine.

Cette déclaration alarma les experts. Alors même qu'ils abaissaient considérablement leurs projections précédentes de mortalité, l'Amérique était toujours en grave danger. Fauci s'est précipité pour dire aux médias que l'Amérique pourrait perdre 100 000 à 200 000 personnes même sous un confinement strict. Le président, de nouveau, décida de se conformer à leurs conseils et prolongea la directive de distanciation sociale jusqu'à la fin du mois d'avril. Les experts, voyez-vous, ont raison, même quand ils ont tort de façon spectaculaire.

Quant aux médias de gauche, ils se sont engagés pour le sensationnalisme dans cette crise, aussi longtemps que possible. Plus elle va durer, plus cela bénéficiera à leurs indices d'écoute et à leurs objectifs politiques. Bien que les premiers sondages aient suggéré qu'une majorité des Américains appréciait la façon dont le président Trump gérait la crise, le complexe médiatique démocrate sait que sa seule chance de succès aux urnes, en novembre, c'est que le nombre de victimes du coronavirus continue d'augmenter, et que le marché boursier et l'économie continuent de baisser.

Peu importe quand l'Amérique finira par rouvrir les entreprises, le président semble confiant en un redressement : « Nous reviendrons plus forts », a-t-il dit. Et cela pourrait bien être vrai, du moins à court terme.

Mais quel sera le coût à long terme de tous ces « remèdes » ? Une fois que le virus aura disparu, le gouvernement emballera-t-il les programmes socialistes et relâchera-t-il les rênes autoritaires ? Est-ce que la gauche radicale relâchera ses attaques incessantes, irrationnelles et vicieuses contre la présidence et les principes fondateurs de l'Amérique ? Est-ce que ce sera la fin des reportages sensationnels et des propos alarmistes ? Les équipes d'experts retourneront-elles à l'université et corrigeront-elles les erreurs qui ont contribué à inciter la panique planétaire et l'effondrement économique ?

Nous avons vu de grands nombres de gens se déchaîner, auparavant. Le monde est devenu de plus en plus radical, émotif et paniqué, surtout au cours des dernières décennies. Mais rien ne l'a mieux illustré que la réaction au COVID-19.

Nous avons confiné le monde entier, suspendu notre république constitutionnelle, paralysé nos économies, poussé des millions de personnes au chômage, drainé le marché boursier, dépensé plus d'argent que jamais auparavant, élargi massivement et renforcé le gouvernement, et gonflé l'État-providence. En fin de compte, est-ce que tout cela s'avérera une réponse précipitée à l'équivalent, comme l'a dit le Dr Fauci, d'une mauvaise saison de grippe ?

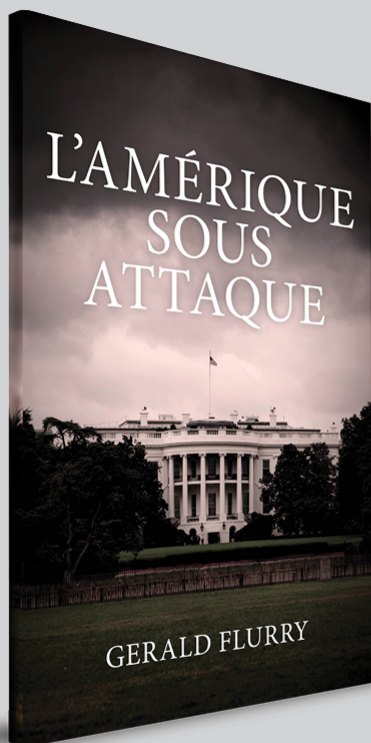
Rien de tout cela n'a de sens—à moins que vous preniez conscience que tout remonte à une cause unique. Je ne parle pas des gauchistes en Amérique ou dans d'autres pays, je parle de la source originelle. Cette source unique est Satan le diable.

Satan est un être spirituel méchant, bien réel. Il est actif dans le monde. En fait, il a le pouvoir d'influencer les gens, et il a trompé, avec succès, le monde entier. Comme Éphésiens 2 : 2 le dit, le dieu

de ce monde, en fait, n'est pas Dieu le Père ou Jésus-Christ, c'est Satan ! C'est ce que dit *votre Bible*. N'est-ce pas ce que vous voyez dans les nouvelles, en ce moment ?

Il est crucial de comprendre comment Satan attaque continuellement les émotions non maîtrisées ! « Quand les gens luttent pour survivre et que les émotions s'envolent », écrit mon père, « le diable va exploiter cela, à chaque fois ! » (*L'Amérique sous attaque*).

Que le covid-19 ait affecté, ou affectera, votre santé, votre gagne-pain ou vos libertés, vous devez prendre note de ce qui vient de se produire dans le monde. La réaction absolument puissante et autodestructrice à une mauvaise saison de grippe, illustre le pouvoir de Satan d'attaquer les émotions. Il peut faire des ravages dans le monde entier. Il peut le faire dans votre vie aussi. La bataille ici n'est pas seulement contre un virus, une confusion, une désinformation ou une intention cachée. Pour le monde, et pour vous individuellement, c'est contre Satan. Le monde ne le verra pas avant qu'il soit trop tard, mais qu'en sera-t-il pour vous ?



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

**L'Amérique
sous attaque**

maintenant en cliquant